



INTERVENTION

Groupe des Elus de Gauche

Tél : 03.29.45.78.61

Fax : 03.29.45.78.74

DATE :	31 mars 2011
DE :	Daniel Lhuillier
OBJET :	Candidature à la Présidence

Les urnes ont rendu leur verdict les 20 & 27 mars derniers. La présence à la tribune de deux élus de gauche est toute symbolique :

- une présidence assurée par le Doyen d'âge, qui illustre l'ancrage sur le terrain de nos élus, la reconnaissance des engagements et du travail réalisé ; c'est ainsi qu'a été assurée la réélection des trois conseillers généraux socialistes renouvelables.

- et puis le secrétariat de cette séance d'ouverture est assuré par le benjamin, Samuel Hazard, vainqueur haut la main de son duel avec le conseiller général sortant, maire de Verdun. Bravo Samuel ! et bienvenue à toi au sein du Groupe des Elus de Gauche !

Notre Groupe est aujourd'hui clairement défini à 12 membres (11 lors du dernier mandat).

La majorité sortante se trouve quant à elle bien fragilisée : voici trois ans, le Président a été élu au premier tour avec 19 voix. Qu'en sera-t-il tout à l'heure ? Le candidat de la Droite départementale ralliera-t-il 15, 16 voix ? et quelques voix supplémentaires ?

Nous adressons nos remerciements aux électeurs qui nous ont fait confiance. La progression régulière du Groupe de Gauche montre l'écho enregistré par nos engagements, nos prises de position, nos propositions, les valeurs que nous portons. Nous mesurons l'espoir que les électeurs ont placé en nous. C'est en leur nom, et mandaté par le Groupe des Elus de Gauche, que je porte aujourd'hui ma candidature à la Présidence de cette Assemblée.

Nous entendons aussi le message de la moitié des Meusiens qui n'ont pas voulu exercer leur droit de vote, ainsi que celui de la proportion grandissante de votants qui expriment leur souffrance en choisissant l'extrême droite de l'échiquier politique. Difficultés et souffrances qui ont été largement rappelées au cours de l'allocution de notre Collègue, Doyen de l'Assemblée. Nous devons tous en tenir compte, au-delà d'ailleurs de notre mandat de conseiller général.

Ce contexte ne doit cependant pas gommer les signes de dynamisme et d'optimisme, largement perçus tout au long de cette campagne.

Nous comptons défendre avec détermination les points sur lesquels nous nous sommes engagés devant les électeurs. Nous serons là pour rappeler que, oui, les solidarités représentent plus de la moitié du budget de fonctionnement du département, mais que, non, ce n'est pas une charge mais une chance. Une chance de permettre aux Meusiens fragilisés de prendre toute leur place dans le département : protéger au mieux nos enfants, remettre sur les rails nos concitoyens victimes de la crise ou d'accidents de parcours, permettre à nos personnes âgées de rester le plus longtemps possible à leur domicile ou d'entrer dans des maisons de retraites humanisées.

Dans un contexte budgétaire difficile, nous veillerons à ce que chaque euro dépensé soit utile, ce qui implique un indispensable travail en synergie avec les acteurs qui maillent notre territoire afin de rendre les allocations (RSA, APA,...) aussi efficaces que possible.

Nous serons aussi attentifs et constructifs pour tous les investissements et accompagnements destinés à rendre la Meuse plus attractive :

- L'engagement pour l'emploi est prioritaire, certes dans la limite des attributions départementales : c'est l'insertion, les aides aux PME-TPE, la dynamisation des zones d'activités, par exemple.
- L'accompagnement de l'agriculture sera orienté vers les exploitations à taille humaine, en encourageant la diversification, la qualité et le respect de l'environnement.
- Le commerce de proximité dont le soutien est indispensable en milieu rural, sera soutenu en lien avec les collectivités concernées, codécom en particulier.
- Dans le domaine du tourisme : Mémoire, Histoire et Patrimoine doivent être liés, dans une perspective dépassant les commémorations du centenaire de la bataille de Verdun. Les investissements doivent voir plus loin dans le temps que 2018 et ne pas oublier que l'attractivité touristique de la Meuse n'est pas limitée à la Première Guerre Mondiale. Madine reste une destination et une source de notoriété : il est grand temps de faire avancer et d'élargir le partenariat avec le Conseil Régional !

Afin de favoriser le bien-vivre en Meuse, la vie associative doit être écoutée et encouragée. Par ailleurs, notre environnement constitue un formidable atout en matière d'habitat. Il faut accompagner les bailleurs sociaux, favoriser la réhabilitation des logements en milieu rural et réduire la vacance, pour proposer à chacun un logement digne et accessible. Nous continuons aussi à réclamer le retour à la gratuité des transports scolaires, d'autant que nous constatons le peu d'avantages retirés de la carte payante. Enfin, l'accès aux services publics doit être maintenu en proximité.

De manière transversale, l'environnement et le développement durable dans toutes ses composantes (sociale, économique et écologique) seront au cœur de nos préoccupations dans tous les dossiers étudiés.

Des débats éclairés devront être menés dans cette enceinte et nous devons être capables d'émettre des avis et de prendre position sur les dossiers qui impacteront durablement notre département.

- Le laboratoire de Bure et le projet d'enfouissement des déchets nucléaires (Haute et Moyenne activité Vie Longue). Non à l'attitude complaisante affichée par l'Exécutif sortant, mise en lumière notamment à l'occasion du dernier débat concernant la prolongation d'autorisation d'exploiter le Laboratoire jusqu'en 2030 : nous serons vigilants et exigeants. Au vu des incertitudes scientifiques, le calendrier officiel est intenable.
- La nouvelle carte de l'intercommunalité est en train de se dessiner : les représentants du Conseil Général à la CDCI (Commission Départementale de la Coopération Intercommunale) seront aux côtés des autres élus locaux, nos collègues, pour exiger que les aspirations des territoires soient respectées.

Notre département est en situation financière délicate. Aux difficultés communes aux autres départements de France, liées notamment à la non-compensation du transfert de compétences de l'Etat, s'ajoute l'endettement cumulé au cours du mandat précédent. Nous demandons que le désendettement soit une priorité, regrettant que cela se fasse au détriment de l'investissement. C'est malheureusement le prix à payer pour faire face aux conséquences d'une gestion aventureuse, d'autant que la structure de la dette est explosive, avec une trop large part faite aux emprunts à taux variable.

Nous demandons que dès aujourd'hui que le Conseil Général de la Meuse, déjà en retard par rapport aux 58 départements de Gauche ayant entamé une procédure en justice, aille enfin réclamer devant les tribunaux les millions d'euros que lui doit l'Etat.

A l'heure de la flambée des prix des produits de base indispensables, le dit « Président du pouvoir d'achat » persiste à refuser toute augmentation du SMIC. Nous serons aux côtés des Meusiennes et des Meusiens en difficulté.

A l'heure où la Droite nationale, à travers la RGPP, détruit la vie dans les zones rurales, nous nous battons pour que les Meusiennes et les Meusiens bénéficient de services publics de qualité.

A l'heure enfin où le gouvernement de Droite organise l'asphyxie financière et institutionnelle des collectivités locales (petites communes, départements, régions), nous serons les élus de proximité des Meusiennes et des Meusiens, à leur écoute, en servant de relais aux citoyens et acteurs du territoire qui nous solliciteront.

Nous assurons l'ensemble des Meusiens de notre détermination à les accompagner et à améliorer leur quotidien, au service de nos cantons et de l'ensemble du département.

C'est l'esprit de la candidature que je dépose ce matin.

Je vous remercie.